

LA PROVINCE COMMUNARDE

Pendant la Commune de Paris, l'insurrection ne se limite pas à la capitale. La fièvre révolutionnaire agite la France entière et plusieurs villes proclament leur propre Commune.

Lyon et Marseille au secours de Paris



AUX TRAVAILLEURS DES CAMPAGNES

« Frère, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes. Ce que je demande, tu le veux aussi ; l'affranchissement que je réclame, c'est le tien. Si Paris tombe, le joug de misère restera sur votre cou et passera sur celui de vos enfants. Aidez-le donc à triompher et, quoi qu'il arrive, rappelez-vous bien de ces paroles, car il y aura des révolutions dans le monde jusqu'à ce qu'elles soient accomplies. La terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous ». André Léo



À Lyon, le 30 avril, la troupe intervient brutalement contre les insurgés



À Saint-Etienne

Malgré le blocus établi par Thiers et les Prussiens, les insurgés parisiens parviennent à communiquer avec la province sous l'impulsion du journaliste Paschal Grousset, délégué à la Commission des relations extérieures. Aux quatre coins de la France, le peuple va manifester sa solidarité avec les communards de la capitale et parfois les imiter. Partout, ces mouvements sont réprimés dans le sang, mais plusieurs villes parviennent quand même à proclamer leur propre Commune.

MARSEILLE

Dès le 8 août 1870, Marseille est le théâtre d'une insurrection populaire. Réprimé, le mouvement renaît le 1^{er} novembre avec la proclamation de la Commune de Marseille, quatre mois avant celle de Paris. Plusieurs réformes sont entreprises : impôts pour les riches, séparation de l'Église et de l'État, laïcité de l'école, démocratisation de la justice et de l'administration, liberté totale de la presse. Le 3 avril, l'armée envahit la ville, arrête 850 communards et procède à 250 exécutions.

LYON

Le 22 mars 1871, après plusieurs semaines d'agitation populaire, la Garde nationale proclame la Commune, mais faute d'une entente entre les ouvriers et la petite bourgeoisie, le drapeau rouge ne flottera que pendant deux jours sur l'Hôtel de Ville.

SAINT-ETIENNE

Le 22 mars 1871, un bras de fer oppose le préfet et la Garde nationale. Deux jours plus tard, la Commune est proclamée, mais aussitôt réprimée par le pouvoir local. Après la mort d'un ouvrier, le préfet est tué par les communards en représailles. Le 28 mars, l'armée envahit la ville et met fin à la Commune de Saint-Etienne.

LIMOGES

Le 23 mars 1871, la municipalité de Limoges envoie un message de félicitations aux communards parisiens et le peuple défile pour exprimer sa solidarité. Refusant de réprimer ces manifestations, les soldats livrent leurs armes aux ouvriers. La Commune est proclamée et la préfecture occupée, mais le mouvement s'effiloche et disparaît le 4 avril.

TOULOUSE

Dirigée par un maire radical, la ville refuse de fournir des bataillons de sa Garde nationale pour aider Thiers à réprimer les insurgés parisiens. La Commune de Toulouse est proclamée le 25 mars 1871, mais les révolutionnaires sont lâchés par les radicaux avant de subir une violente répression.

NARBONNE

Le 24 mars 1871, au cours d'une manifestation populaire, la foule s'empare de l'Hôtel de Ville. La Commune de Narbonne est proclamée et les « communalistes », comme ils se baptisent, fraternisent avec l'armée. Mais Thiers envoie des troupes de tirailleurs algériens qui brisent rapidement le mouvement.

LE CREUSOT

Militant de l'Internationale, le maire de la ville proclame la Commune le 26 mars 1871. Le préfet ordonne à l'armée de combattre la Garde nationale, mais les soldats refusent d'exécuter ses ordres. Le 28 mars, d'autres troupes viendront reprendre la ville.